

Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,  
des Affaires Juridique et de l'Inspection  
Contrôle



Date : 11/07/2023

Monsieur [REDACTED]  
Directeur  
EHPAD LE VAL FLEURI  
2 BD MOURCAIROL  
34240 LAMALOU LES BAINS

**Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception**

**Objet :** Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire

Notification de décision définitive

**PJ :** Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des remarques et des recommandations retenues

**V/Réf :** Votre courrier du 12/06/2023 reçu le 13/06/2023 par mail.

Monsieur le Directeur,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le **13 février 2023**, vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire. L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau définitif de synthèse des mesures correctives et le tableau des remarques, ci-joints, précisent la prescription retenue et les recommandations maintenues avec leur délai de mise en œuvre. En conséquence je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Prévention, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général



**Didier JAFFRE**

**Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle**  
**Pôle Régional Inspection Contrôle**

## Tableau définitif de synthèse des mesures correctives Tableau des remarques et des recommandations retenues Contrôle sur pièces de l'EHPAD « Le Val Fleuri » (34)

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

AGENCE REGIONALE OCCITANIE  
CONTROLE SUR PIECES N° : MS\_2023\_81\_CP\_10  
DOSSIER EHPAD LE VAL FLEURI

Agence Régionale de Santé Occitanie  
26-28 Parc-Club du Millénaire  
1025, rue Henri Becquerel - CS 30001  
34067 MONTPELLIER CEDEX 2  
occitanie.ars.sante.fr  

## Tableau définitif de synthèse des mesures correctives retenues

[illegible]

<p><b><u>Ecart 2 :</u></b></p> <p>Le DUD n'a pas été rédigé, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D. 312-176-5 CASF.</p>	<p><u>EHPAD relevant du privé :</u></p> <p>D. 312-176-5 CASF</p> <p>(Document unique formalisé des délégations compétences et missions)</p>	<p><b><u>Prescription 2 :</u></b></p> <p>Conformément à l'article D312-176-5 du CASF, le document unique de délégation au Directeur de la structure doit être élaboré et transmis aux autorités qui ont délivré l'autorisation.</p>	<p><b>1 mois</b></p>	<div></div>	<p><b>Prescription 2 levée.</b></p>
<p><b><u>Ecart 3 :</u></b></p> <p>A défaut de procédure formalisé de signalement aux autorités administratives « les dysfonctionnements graves dont les accidents ou incidents liés à une erreur ou à un défaut de soin ou de surveillance [...] font partie, la structure contrevient aux dispositions règlementaires.</p>	<p>L331-8-1 du CASF</p> <p>Arrêté du 2 décembre 2016 relatif à l'obligation de signalement des structures sociales et médico-sociales, considère comme dysfonctionnements graves « [...] 4° Les accidents ou incidents liés à une erreur ou à un défaut de soin ou de surveillance [...] »</p> <p>Selon le formulaire en annexe du même arrêté, cela comprend les</p>	<p><b><u>Prescription 3 :</u></b></p> <p>La structure doit établir une procédure de signalement sans délai des événements indésirables et dysfonctionnements graves intégrant la mention « informer l'ARS sans délai et par tous moyens » et préciser l'adresse mail <a href="mailto:ars31-alerte@ars.sante.fr">ars31-alerte@ars.sante.fr</a> et le numéro 0800 301 301. Transmettre la procédure à l'ARS.</p>	<p><b>1 mois</b></p>	<div></div>	<p><b>Prescription 3 levée.</b></p> <p>Bien prendre en compte l'adressage à l'ARS « sans délai ».</p>

	erreurs dans la distribution des médicaments.				
--	---	--	--	--	--

Tableau des remarques et des recommandations retenues

Remarques (5)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandations retenues par le Directeur Général de l'ARS
<p><b>Remarque 1 :</b></p> <p>La continuité de l'établissement est assurée par le Directeur H24 et 365/365 jours. La continuité ne repose que sur une seule et même personne.</p>		<p><b>Recommandation 1:</b></p> <p>Prévoir une organisation de l'astreinte reposant sur plusieurs personnes de l'établissement.</p> <p>Transmettre le calendrier des astreintes pour 2023 avec une organisation qui repose sur plusieurs personnes.</p>	<p align="center"><b>Effectivité 2023</b></p>	<p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p>	<p><b>Recommandation 1 maintenue</b> jusqu'à la prise de fonction de Mme PAGES.</p> <p><u>Délai : effectivité 2023.</u></p>
<p><b>Remarque 2 :</b></p> <p>L'établissement souligne qu'il n'est pas actuellement dans une organisation optimale de son travail dû à un manque de personnel.</p> <p><u>Turnover des AS :</u></p> <p>2021 : 10,7%</p> <p>2022 : 10,6%</p> <p>2023 (janvier/février) : 8,89%</p>	<p>Pluridisciplinarité de l'équipe: art D 312-155-0 du CASF</p> <p>délégation de tâches de l'IDE aux AS-AMP : article R 4311-4 du CSP</p> <p>qualité et</p>	<p><b>Recommandation 2:</b></p> <p>Il serait pertinent d'analyser les raisons systémiques de ces turnovers afin de prendre des mesures pour stabiliser les équipes soignantes.</p>		<p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p>	<p><b>Recommandation 2 levée.</b></p>







<p><b>Remarque 3 :</b></p> <p>La structure ne dispose pas de procédure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Iatrogénie</li> <li>- Risque infectieux</li> <li>- Nutrition – malnutrition</li> <li>- Chute</li> <li>- Gestion des situations d’urgence</li> <li>- Soins palliatifs</li> </ul>	<p>Prise en charge médicamenteuse en EHPAD – ANESM – Juin 2017</p> <p>Guide HAS</p> <p>Diagnostic de la dénutrition chez la personne de 70 ans et plus – Novembre 2021</p> <p>Article L.311-3 du CASF - le droit d’aller et venir librement de la personne accompagnée.</p>	<p><b>Recommandation 3 :</b></p> <p>Elaborer et mettre en place les Procédures : Iatrogénie, risque infectieux, nutrition – malnutrition, chute, gestion des situations d’urgence, soins palliatifs.</p>	<p>Effectivité sur 2023</p>	<p></p>	<p><b>Recommandation 3 partiellement levée.</b></p> <p>Dans l’attente de la rédaction des procédures relatives à l’iatrogénie médicamenteuse, et, à la prévention du risque infectieux.</p> <p><u>Délai : Effectivité 2023.</u></p>



